

LA DIONYVERSITÉ

LA COOPÉRATION DES IDÉES

La
désobéissance
civile

3, 10, 17, 24
Avril 2008

Site : <http://www.dionyversite.org> – Contact : upsd@no-log.org

LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE



Le manifeste des désobéissants

Bonjour à tous,

Nous sommes un certain nombre à penser que la situation inquiétante de notre planète nous impose de retrouver le chemin de formes d'action et de lutte plus efficaces et plus radicales. Nous croyons que la réalité des rapports de force que nous subissons en matière de nucléaire civil et militaire, de protection de l'environnement contre les pratiques de certaines multinationales, de mondialisation de l'injustice sociale, etc. exigent de renouer avec une culture de la désobéissance civile/civique, de l'action directe non violente, du refus radical et ludique.

Conscients des limites liées aux modes traditionnels de mobilisation (pétitions, manifestations...), qui ne nous valent que de trop rares victoires, et n'attirent plus guère les nouvelles générations de militants, nous avons décidé de former un réseau informel de militants de l'action directe non violente. Parce que nous voulons nous battre pour la défense de la vie et de la justice sociale, nous avons décidé de nous organiser en un groupe de volontaires et d'activistes prêts à agir de manière directe et non violente aussi souvent que nécessaire/possible.

Nous sommes des faucheurs d'OGM, des démonteurs de panneaux publicitaires, des clowns activistes, des dégonfleurs de 4x4 de ville, des inspecteurs citoyens de sites nucléaires, des intermittents du spectacle, des activistes écologistes, des hébergeurs de sans papiers, etc. Nous pensons que nos luttes et nos méthodes relèvent d'une dynamique alter mondialiste plus indispensable que jamais, et que c'est ensemble, et dans l'action directe non violente, que nous rendrons possible la transformation radicale de notre société, et de ce fait notre survie à tous dans un monde redevenu vivable.

Dans un premier temps, nous avons décidé de nous former à l'action directe non violente, et aussi de faire émerger parmi nous des formateurs d'activistes, afin de démultiplier les formations et d'élargir ainsi nos rangs, tout en diffusant la culture de l'action directe non violente. Des stages se tiennent régulièrement, auxquels vous pouvez participer en vous inscrivant auprès de nous. Vous pouvez y participer quelle que soit votre expérience du militantisme ou de l'action directe non violente. Ces stages sont aussi l'occasion de discuter la préparation d'actions concrètes.

En espérant vous compter nombreux parmi nous,

*Le collectif initiateur du
Manifeste des Désobéissants*



Militantisme : Mon stage chez les néo-contestataires

Un article du Point qui dit tout sur les stages des désobéissants...

Une journaliste s'y était inscrite sans nous le dire !

Elle nous a recontacté après coup pour s'excuser du "procédé peu glorieux" utilisé pour faire ce reportage. Ce qui explique aussi sans doute les nombreuses erreurs et inexactitudes de l'article. Il n'empêche qu'on peut trouver l'article plutôt bon, aux erreurs près. Son procédé est un peu déloyal, mais après tout c'est de bonne guerre : nous utilisons exactement les mêmes procédés dans nos actions et le Point n'est pas un organe de presse ami.

Autre chose, nous passons pour les cerveaux de toutes les actions de désobéissance en France et même à l'étranger. C'est ridicule, mais bon, nous avons été piégés et comment faire un papier accrocheur sans exagérer un peu ?

Les clowns qui ont perturbé le G8, c'étaient eux. L'occupation du toit de l'Unedic à Paris en avril pour défendre le régime des intermittents, eux aussi. Eux encore la «manif de droite» le 20 mai, pour saluer l'élection de Nicolas Sarkozy aux cris de «Du travail pour les racailles» ou «La culture, ça fait mal à la tête». Un happening le 7 avril à la pyramide du Louvre, où du sang - en fait du colorant alimentaire acheté rue Montmartre - a été répandu dans le bassin pour dénoncer devant les touristes interloqués le génocide rwandais «made in France», eux à nouveau. Eux, ce sont les «désobéissants». Des militants, plus ou moins jeunes, plus ou moins expérimentés, mais qui ont fait de la désobéissance civile leur mode d'action favori.

Ces manifestations semblent débridées. En fait, elles ne s'improvisent pas. Essayez donc, si vous en doutez, de bloquer une autoroute en compagnie d'une poignée d'amis, même déterminés ! Essayez de faire le maximum de tapage médiatique sans cocktail Molotov ni lancer de pavé. Tentez de faire rire jusqu'à un cordon de CRS sans pour autant apparaître comme de purs hurluberlus sans cervelle ni conscience !

Pour mieux maîtriser les techniques de l'agit-prop moderne, des stages sont organisés. Un site Internet au nom explicite, desobeir.net, propose deux jours de «formation à l'action directe non violente» associant «approche théorique et exercices pratiques, mises en situation, techniques et bricolage». Le lieu est tenu secret jusqu'au dernier moment. Sage précaution, puisque le premier stage, en décembre dernier, faute de discrétion, s'était déroulé sous la surveillance de la police.

C'est donc quelque part dans le sud de la France que 45 stagiaires se sont retrouvés pour apprendre les rudiments d'une action de désobéissance efficace. Ils sont déjà militants, s'inquiètent des dérives de la science, des excès du consumérisme, des menaces sur les libertés publiques. Ils protestent contre le nucléaire, la pub, les OGM, le fichage biométrique généralisé, le «néocolonialisme». Ils soutiennent les Palestiniens, les sans-papiers, les sans-logement... Quelle que soit la cause, tous fustigent l'«immense passivité» de leurs concitoyens. Eux veulent agir.

Hurluberlus ? Pas du tout. Marginaux ? Encore moins. Gilles, l'organisateur, est chercheur en sciences politiques. Sacha, notre formateur à la non-violence, commercial. Les stagiaires aussi viennent de tous les univers. Pierre, adhérent de Greenpeace et vieux de la vieille du combat antinucléaire, est, dans le civil, un simple artisan. Quelqu'un qui a des employés,

des clients et des fournisseurs, qui paie ses factures et ses impôts. Mais, il y a deux ans, quand un ULM a survolé le chantier de l'EPR à Flamanville pour prouver que le site n'était pas à l'abri d'une attaque terroriste, Pierre en était. Quand des Zodiac ont mené une «inspection citoyenne» de la base sous-marine de l'île Longue, il y était aussi. «Il faut bien informer les gens, explique-t-il, puisque même nos candidats à la présidentielle ignorent ce qu'est l'EPR et combien nous possédons de sous-marins nucléaires d'attaque ! »

A côté, Thierry est un tendron. Il n'a pas 30 ans. Ingénieur en aérospatiale, il a vu lors de son premier job l'alliance des scientifiques, des militaires et des financiers. Aujourd'hui, il en est sûr : «Le développement durable, c'est de la com ! Une entreprise est mue par le seul profit. Lui confier le soin de préserver l'environnement est un non-sens.» Ricardo a peu ou prou le même parcours. Maître de conférences en informatique, il a carrément démissionné, effaré du manque de conscience éthique de ses collègues. Mouche aussi est une repentie, du marketing cette fois. RMiste volontaire, elle court les manifs déguisée en clown, une activité qu'elle juge «mille fois plus utile à la société que mon ancien job». Il y a là aussi un éleveur de chiens, ancien chargé du service d'ordre d'un grand club de football, une bibliothécaire, des salariés d'associations, des étudiants...

Jusqu'où ces militants sont-ils prêts à aller ? Eh bien, justement, ça dépend. Premier exercice proposé par Sacha, qui a adapté les techniques de la négociation commerciale à la formation non violente : deux lignes sont symboliquement tracées dans l'herbe. A leurs extrémités, deux possibilités : est-ce violent/non violent ? Le feriez-vous/ou pas ? Selon les actions proposées, c'est à chacun de se situer le long de ces lignes et de tracer ainsi les contours relatifs de «l'action directe non violente». Par exemple, briser les ampoules des illuminations de Noël afin de lutter contre une débauche d'énergie écologiquement incorrecte. «Violent», estiment les uns. «Non violent», estiment d'autres, qui ne le feraient pas pour autant car c'est «médiatiquement contre-productif de tirer sur le traîneau du Père Noël».

Pas de mots d'ordre, de tables de la loi idéologiques, de bréviaire : les désobéissants sont aux antipodes du militantisme de papa. Ici, le mot «chef» est banni : on préfère parler de «référént». Banni aussi le «on» : l'activiste doit toujours dire «moi, je». Car chez les désobéissants règne l'hyper-démocratie : hors de question qu'une minorité s'incline devant la majorité et chaque réunion doit parvenir à un parfait consensus. En raison d'un vieux fond anar ? Sans doute. Parce qu'ils sont les produits du consumérisme individualiste qu'ils vomissent pourtant ? Aussi. Mais pas seulement. De fait, c'est le «moi» activiste qui va occuper un pylône à 30 mètres au-dessus du sol. Son moi encore qui va narguer les CRS et finir dans un panier à salade. Bref, ce moi à son mot à dire.

Mais parvenir au consensus dans une réunion de désobéissants suppose là aussi de maîtriser certaines techniques. b.a.-ba : pratiquer la communication non verbale pour que chacun s'exprime mais sans chaos. Les mains s'agitent en l'air pour signifier l'approbation, le même mouvement vers le sol signifie la réserve. Quand un militant s'enlise, on lui montre, par un moulinet des index, qu'il est temps d'accélérer. Enfin, tout désobéissant qu'on soit, ici aussi il faut lever le doigt.

Une pseudo-réunion est organisée à titre d'exercice. Par groupes de cinq, les stagiaires doivent discuter de l'ordre du jour suivant : une manifestation contre l'arsenal nucléaire français est prévue dans deux jours, des milliers de personnes déguisées en missiles sont attendues sur les Champs-Élysées. Manque de bol, un attentat sanglant à Londres risque de faire passer nos bombinettes ambulantes pour une provocation et l'on court à la cata médiatique ! Que faire, comme disait Lénine ? Dix minutes, pour construire un consensus à cinq, c'est court mais pas insurmontable. Pierre, l'antinucleaire, écarte d'emblée l'hypothèse «annulation» : «Désolé d'être terre à terre, mais une manif, c'est de l'argent. Il ne faut pas l'oublier.» Enzo, jeune journaliste dans des médias alternatifs, est quant à lui partisan d'une adaptation du discours : une banderole, par exem-

ple, liant le risque terroriste et la menace de la prolifération nucléaire. Refus catégorique de Pierre : «On n'improvise pas à deux jours d'une grosse manif.» Enzo propose un compromis : un tract, moins voyant qu'une banderole et plus explicite. En vain. Pas si facile le consensus entre désobéissants !

Si Pierre incite à ne pas improviser avant une opération, Gilles conseille de savoir s'adapter pendant l'action. Ainsi, durant la campagne présidentielle, Bové et Besancenot ont marché sur l'Élysée pour demander des comptes sur le programme M51, le futur missile nucléaire français. Manif à succès puisque José Bové, molesté, demandant aux CRS de reculer, a eu les honneurs du 20 Heures. C'était en réalité une «diversion», nous révèle Gilles. «Un gros coup était prévu. Mais on l'a annulé parce que visiblement il y avait eu des fuites.» On n'en saura pas plus. Qui sait, le «gros coup» servira peut-être une autre fois.

Après le déjeuner bio et végétarien, nous passons à l'atelier «techniques de blocage». Empêcher le transport de déchets dangereux, interdire aux ouvriers l'accès à un chantier, comme celui de l'EPR, perturber l'arrivée des employés à une base militaire : autant d'actions spectaculaires et non sans risque. Elles supposent d'abord un repérage soigneux des lieux et des forces en présence. Une fois sur place, plusieurs options pour tenir la position. Hélène déconseille, surtout aux filles qui, comme elle, ont une petite tête, de s'enchaîner le cou à une grille par un antivol en forme de U. Pendant que deux «U» circulent dans le cercle des militants, Hélène s'explique : «Avant de se rendre compte que la tête ne passe pas, les flics essaient toujours de forcer plutôt que de scier. Ça fait mal !» Plus ingénieux, les *armlocks*, des tubes en simple PVC pour la démonstration, mais qui, en action, seront soit en acier, soit renforcés par du grillage recouvert de plâtre. Les *armlocks* permettent aux activistes de s'enchaîner les uns aux autres par des mousquetons en passant leurs bras dans les tubes. Le système d'accroche est invisible et les policiers doivent le scier en prenant moult précautions. «Ils nous donnent même des lunettes pour qu'on ne reçoive pas des trucs dans les yeux», nous rassure Gilles.

Nous découvrons que le flic peut devenir le plus sûr allié de l'activiste : «Lors des blocages, les plus agressifs ce sont ceux qui sont bloqués», prévient Gilles. N'hésitez pas à demander à la police de vous protéger.» En cas de manquement, les activistes peuvent aussi compter sur leur *legal observer*, des témoins qui ne participent pas à l'action, mais qui notent soigneusement comment se comportent les forces de l'ordre.

Dernière technique de blocage, la tortue, qui ne nécessite aucun matériel. Imaginez un «noeud» d'activistes : 7 ou 8 personnes assises par terre qui ont emmêlé leurs jambes les unes aux autres, et dont les mains, qui s'agrippent par-dessous, sont invisibles. Raffinement suprême : s'habiller de la même couleur pour que les policiers s'y perdent. «Une bonne tortue peut durer vingt minutes», affirme Hélène. En Ecosse, où des pacifistes se relaient pour bloquer pendant 365 jours le site de Fastlane, la plus grande base de l'Otan en Europe, Gilles a même vu une «tortue» enduite de peinture fraîche. Il en rigole encore : «Ce sont les flics qui payent pour le nettoyage de leurs uniformes. Ils n'osaient pas y toucher.»

Dernier atelier : le *training médias*. Notre formateur, Raphaël, a travaillé d'abord dans un magazine, avant d'officialier au Lab TV, une chaîne indépendante sur le Web. La plupart des journalistes, explique Raphaël, sont des fainéants. Les autres, «pleins de bonne volonté», sont des «manipulateurs de bonne foi» qui ont intériorisé les désirs de leur direction. Démonstration à l'appui : Raphaël a filmé l'exercice «grandeur nature» d'un précédent stage. Des activistes y perturbaient l'inauguration fictive d'un incinérateur d'ordures ménagères. Le montage «style TF1» montre des manifestants décerclés, tandis que le maire du village est un notable soucieux du bien public. Pour éviter cette Berezina, Raphaël conseille de préparer son argumentaire, de préférer les phrases courtes qu'on répétera en boucle pour éviter tout montage, de citer des chiffres dont les médias sont friands. Il conseille aussi de choisir comme «contact presse» une jolie fille et, si la conscience du désobéissant n'y répugne

pas, d'adapter ses propos aux médias : parler du «fond» aux médias sympathisants, insister sur «la santé publique ou le coût pour le contribuable sur TF1».

Place maintenant à l'action. Mais attention, même les plus expérimentés ne sont pas à l'abri d'un fiasco. Quelques jours auparavant, les désobéissants français ont été piteusement mis en échec à Fastlane, la base de l'Otan. «Les paniers à salade étaient garés juste à l'endroit où nous sommes arrivés.» Seuls les porteurs d'*armlocks* ont été gardés à vue. Les autres en ont profité pour filmer des Allemands. Au son d'une flûte, une dizaine d'entre eux, couchés et enchaînés sur la route, ont chanté imperturbablement au milieu des flics affairés. Une leçon pour Marc, militant pacifiste acharné, qui soupire : «On en est encore loin. Chez nous, c'est toujours le bordel.»

14/06/2007 - Marie-Sandrine Sgherri - Le Point - N°1813

Désobéir peut vous coûter cher (ou pas)

Seul regret à la fin du stage émis par quelques participants : l'absence d'un atelier sur les risques juridiques liés à la désobéissance. Voici donc une petite session de rattrapage. Les peines encourues varient selon l'action (y a-t-il destruction ou pas ?). Elles varient aussi, et c'est plus étonnant, selon la cause défendue. Bruno Rebelle, organisateur du blocage de l'autoroute A41, au nom de la défense des vallées alpines, a été dispensé de peine. Les militants de Greenpeace qui ont déversé vendredi des têtes de thon devant le ministère de l'Agriculture n'ont pas été inquiétés. Mais celui qui a déversé du maïs OGM devant le siège de campagne de Nicolas Sarkozy a été condamné à deux mois de prison avec sursis et 700 euros d'amende. Au hit-parade des luttes «cools» : le barbouillage de pub : au maximum, les militants se sont vu infliger 200 euros d'amende avec sursis. A Paris récemment, la peine s'est faite symbolique : 1 euro et à Lyon, devant le tribunal de police, Me François Roux, leur avocat, a obtenu la dispense de peine.

Pour les faucheurs volontaires, le tarif est nettement plus



lourd. Poursuivis pour «dégradation commise en réunion», ils risquent jusqu'à 75 000 euros d'amende et cinq ans de prison. Par trois fois, relaxés en première instance, ils ont été en début d'année condamnés en appel. Jean-Emile Sanchez et José Bové, multirécidivistes, ont écopé respectivement de deux mois et quatre mois ferme. François Roux est «déçu» mais pas accablé : «Quand je défendais les objec-

teurs de conscience, j'obtenais toujours la relaxe, et le jugement était systématiquement infirmé en appel. Il a fallu vingt ans de combat pour que l'objection de conscience soit autorisée ! »

En attendant, les militants parient sur le nombre. 250 faucheurs ont ainsi demandé à comparaître volontairement pour embouteiller les tribunaux. Avant cela, les désobéissants tentent d'embouteiller les commissariats : «En province, explique Me Alexandre Faro, avocat de Greenpeace, 60 militants peuvent suffire. Impossible de tous les garder à vue.»

Quelques compte-rendus d'actions sur le site www.desobeir.net

- - - 19 septembre : Une trentaine de militants du collectif *Stop-EPR-2* de Haute-Normandie, vêtus de combinaisons antinucléaires, bloquent actuellement la mairie de Dieppe afin d'empêcher le Conseil Municipal de voter la candidature de la ville à l'accueil du réacteur nucléaire EPR 2. Ils sont enchaînés à l'entrée de la mairie à l'aide de menottes et de tubes métalliques, et bloquent ainsi son accès. Ils occupent également la salle du Conseil ainsi que le toit de la mairie, pour exiger la consultation des habitants de la région.

- - - 7 août : Le collectif *Ré-actions citoyennes*, un mouvement partisan de la cause tibétaine et réclamant le respect des droits de l'homme en Chine, a investi le Mc Do du Chatelet et a déployé, sur les façades et devant le bâtiment, des banderoles où l'on pouvait lire : « McDo, sponsor de la honte ».

Aux fenêtres du premier étage de l'enseigne, haut-parleur à la main, un militant dénonçait la participation financière de McDonald's aux Jeux de Pékin, tandis qu'un autre membre du collectif, déguisé en moine tibétain menotté et couvert de faux sang, subissait une parodie d'exécution.

- - - 6 au 9 août : Des militants pacifistes se sont rassemblés à Paris, en Normandie et ailleurs pour mener un jeûne de souvenir et d'interpellation en commémoration des massacres à grande échelle dûs aux bombardements nucléaires des populations d'Hiroshima et Nagasaki, en 1945.

- - - 13 juillet : Le Tour de France devait traverser Toulouse. Une trentaine de militants du collectif *Ni pauvres ni soumis* attendait le peloton en bloquant la route, un kilomètre après le départ d'étape. Parmi eux, une bonne moitié d'handicapés, dont une demi-douzaine en fauteuil.

Ce jour-là, le passage des coureurs cyclistes était leur cible pour se faire entendre, notamment contre la non-revalorisation de l'allocation adulte handicapé (AAH), augmentée d'1,1% au 1er janvier dernier au lieu des 5% promis par Nicolas Sarkozy...

Les cycles de CONFÉRENCES / DÉBATS



se tiennent à la
Bourse du Travail de St-Denis
de 19h00 à 21h00

" L'Université Populaire de Saint-Denis se donne pour mission de contribuer à l'amélioration de la diffusion populaire de l'esprit critique, des savoirs et de la culture; mais aussi de favoriser le développement des échanges sociaux dans la cité, en incitant les citoyens à échanger des points de vue et des arguments raisonnés.

Ce projet d'éducation populaire est mis en oeuvre hors des institutions universitaires traditionnelles, dans un esprit engagé de mixité sociale, de citoyenneté, de laïcité, de gratuité et de coopération mutuelle."

- - - 1er juillet : Les militant-e-s du *Groupe d'Actions Non-Violentes Antinucléaire* (GANVA) ont bloqué un peu après Bayeux un train de déchets nucléaires en provenance d'une centrale italienne et à destination de la Hague (où on extrait le plutonium des déchets nucléaires). L'action a duré environ 6 heures, impliquant une douzaine de personnes, dont 4 étaient enchaînées à la voie que devaient emprunter les 12 tonnes de matières hautement radioactives.

* **Jeudi 3 Avril**

Conférence : Choisir la désobéissance civile

Atelier: Les limites entre violence et non-violence

* **Jeudi 10 Avril**

Conférence : Elaborer un projet d'action directe non violente

Atelier : Elaboration de projet

* **Jeudi 17 Avril**

Passer à l'action (1/2)

Exercices pratiques de blocage

* **Jeudi 24 Avril**

Passer à l'action (2/2)

Exercices et projections vidéo

conférences et ateliers animés par Xavier Renou

L'enregistrement des 2 conférences est disponible sur le site web de la Dionysité

- - - 3 mai : *Agir pour l'Environnement, le Réseau Action Climat, Greenpeace France et les Amis de la Terre Paris* ont remis au constructeur automobile Renault la palme d'or 2008 du dérèglement climatique. Ce prix a été décerné au constructeur hexagonal pour la commercialisation imminente d'un 4x4, le Koleos..

- - - 1er mai : Des membres du collectif *Jeudi noir*, qui militent pour une régulation des loyers et un meilleur accès des jeunes au logement, ont entamé l'occupation d'un immeuble dans le IXe arrondissement de Paris,

En début de soirée, une soixantaine d'entre eux occupaient ce vaste immeuble de cinq étages, rebaptisé "Cité Valérie Pécresse". Ils étaient soutenus par environ 150 autres militants dans la rue.

Le pense-bête du bon désobéissant

Avant toute action, le militant doit observer quelques règles élémentaires :

Ne pas oublier ses papiers d'identité pour éviter de longues heures d'attente en cellule. Les prévoyants penseront à leur carte Vitale et à l'attestation jointe en cas d'hospitalisation.

Il faudra aussi penser à s'attacher les cheveux pour donner moins de prises aux forces de l'ordre, à respirer par le ventre pour évacuer son stress, à sourire et à chanter pour manifester sa non-violence.

Ne pas oublier non plus de prévenir la société ciblée de ses revendications - en cas de poursuites, le juge vous en saura gré. Penser aussi à envoyer un communiqué de presse, mettre au point un plan B en cas d'imprévu.

Surtout, bien vérifier qu'on a avec soi le numéro de téléphone d'un avocat.